Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

| | |
|---|---|
| **Secrétariat général**<br>**Service des ressources humaines**<br>**Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération**<br><br>**78, rue de Varenne**<br>**75349 PARIS 07 SP**<br>**0149554955** | **Note de mobilité**<br><br>**SG/SRH/SDCAR/2018-889**<br><br>**06/12/2018** |

**Date de mise en application :** Immédiate
**Diffusion :** Tout public

**Cette instruction n'abroge aucune instruction.**
**Cette instruction ne modifie aucune instruction.**
**Nombre d'annexes :** 18

**Objet :** Appel à candidatures : 18 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

**Agence de services et de paiement :**

- 1 poste de directeur(trice) des contrôles (catégorie A) (H/F)- ASP Siège Limoges
Date limite de candidature : 27 décembre 2018.

- 1 poste de chef du service formation professionnelle emploi et Aide economique (H/F) ASP - DR Normandie (Caen).
Date limite de candidature : 21 décembre 2018.

- 1 poste de gestionnaire d'application informatique (catégorie B) (H/F) ASP - DR Normandie (Caen).
Date limite de candidature : 21 décembre 2018.

- 1 poste de chef(fe) de secteur contractualisation, ingénierie administrative et financière à ASP - Siège Limoges.
Date limite de candidature : 27 décembre 2018

**Agence Française pour la Biodiversité :**

- 1 poste d'ingénieur service police (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 30 décembre 2018.

- 1 poste de chargé d'études ingénierie de la donnée (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 29 décembre 2018.

**Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :**

- 1 poste de directeur de cabinet auprès du Directeur général (F/H) (– Catégorie A+) à Paris (75).
Date limite de candidature : 15 décembre 2018.

**FranceAgriMer :**

1 chef(fe) de pôle unité programmes opérationnels – (F/H) (Catégorie A+) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 25 janvier 2019.

**Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (ANSES) :**

- 1 poste technicien en analyse protéique par spectrométrie de masse (H/F) (CDD Cat 3 de 36 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 24 décembre 2018

- 1 poste gestionnaire appel à projets de recherche (APR) (H/F) (CDD Cat 3 de 9 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 24 décembre 2018

- 1 poste chargé de projet appel à projets de recherche (APR) (H/F) (CDD Cat 2 de 12 mois à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 24 décembre 2018

- 1 poste coordinateur de la plateforme d'épidémiosurveillance en santé animale (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+ à Lyon (69).
Date limite de candidature : 24 décembre 2018

**Institut de Recherche pour le Développement :**

- 1 poste d'Ingénieur de recherche(Catégorie A- IR )(H/F) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 17 Décembre 2018

**Agence de développement de la coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux :**

- 1 poste de chargé(e) de mission - Ingénierie de projet (Catégorie A/A+)(H/F) à Paris (75)
Date limite de candidature : 15 janvier 2019.

**Parc Amazonien de Guyane :**

- 1 poste d' adjoint chef de délégation - Responsable patrimoine (Catégorie B)(H/F) à Maripa-Soula (97).
Date limite de candidature : 22 février 2019.

- 1 poste de chargé d'éducation de l'environnement et au développement durable (Catégorie A)(H/F) à Maripa-Soula (97).
Date limite de candidature : 20 février 2019.

**Parc national de la Guadeloupe :**

- 1 poste chef du pôle aire d'adhésion (Catégorie A) (H/F) à Saint-Claude(97).
Date limite de candidature : 28 décembre 2018.

- 1 poste chef du service communication (Catégorie A) (H/F) à Saint-Claude(97).
Date limite de candidature : 28 décembre 2018.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Agence de Services et de Paiement

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.**
**Agence de service et de paiement**

**DIRECTION DES CONTROLES**
**Siège Limoges – 2 , *rue Maupas - 87040 Limoges cedex 1***

# DIRECTEUR (TRICE)

| | |
|---|---|
| **N° du poste : 18631**<br>**Catégorie : A** | |
| **Cotation parcours professionnel catégorie A : 3** | **Groupe RIFSEEP : 1** |
| **Poste vacant** | |
| **Présentation de l'environnement professionnel** | L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.<br><br>La Direction des contrôles se compose d'un service situé au siège de Limoges comportant 18 agents et d'un service situé à l'Antenne de Montreuil-sous-bois de 23 agents. |
| **Objectifs du poste** | Responsable opérationnel d'une unité de 41 personnes, vous serez chargé(e) de :<br>- contribuer à l'élaboration de la stratégie de contrôle de l'établissement<br>- participer à la définition des règles de contrôle applicables dans le domaine agricole<br>- définir et mettre en place les procédures et les outils de contrôle des aides agricoles de la PAC<br><br>Vous serez secondé(e) d'un adjoint. |
| **Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter** | **Administration de la direction et management de ses agents**<br>Animer l'équipe d'encadrement de la direction<br>Assurer la gestion des effectifs de la direction ainsi que la définition des missions et des objectifs des collaborateurs.<br><br>**Définition des moyens nécessaires à la mise en œuvre des objectifs**<br>Assurer le suivi budgétaire et l'adéquation optimum des ressources<br><br>**Définition, mise en œuvre et supervision des missions de la direction**<br>S'assurer de couvrir le périmètre de contrôle de l'ASP en tant qu'organisme payeur de la PAC<br>Veiller à la qualité des procédures et à leur conformité réglementaire<br>S'assurer de la direction de projet et de la maitrise d'ouvrage des outils logiciels nécessaires à la réalisation des contrôles<br>Veiller à l'évolution des procédures et des outils en lien avec les changements réglementaires et les évolutions technologiques<br>Contribuer à l'élaboration de la stratégie de contrôle de l'établissement en liaison étroite avec les directions "métiers" en charge de la gestion des 1er et 2nd piliers de la PAC. |

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Représentation de l'établissement auprès de ses donneurs d'ordre (administration centrale, cabinets, collectivités territoriales) et de ses partenaires.<br>S'assurer du bon niveau de représentation vis-à-vis de l'UE, de la Direction générale de la performance économique et des corps de contrôle de second rang.<br><br>Contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions de la direction générale de l'ASP.<br>Participer aux comités de direction et aux différentes instances de pilotage.<br>Communiquer aux agents les décisions de la direction générale.<br>Contribuer aux travaux engagés par la direction générale sur la gouvernance de l'établissement et sur ses orientations stratégiques.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Direction générale<br>Directions régionales<br>Ministère de l'agriculture et de l'alimentation</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances du contexte politique, économique et social<br><br>Connaissance des principaux ministères et des services de l'Etat, donneurs d'ordre de l'ASP.<br><br>Connaissance de l'environnement institutionnel et budgétaire de l'ASP.<br><br>Connaissances fonctionnelles des dispositifs relevant de la direction (réglementation des mesures gérées et outils)<br><br>Connaissance de l'offre de produits et services de l'établissement<br><br>Connaissance des fonctions assurées par les partenaires externes de l'ASP et par les correspondants internes intervenant dans son secteur d'activité.</td><td>Manager des équipes de tous niveaux (qualification, savoir-faire, ancienneté) et d'importance variable.<br><br>Maîtriser le processus de production et d'ingénierie administrative.<br><br>Planifier et organiser des processus d'exploitation ou production.<br><br>Maîtriser les techniques de conduite d'entretien, de réunion et de négociation.<br><br>Maîtriser les techniques d'expression écrite (rédaction fréquente de fiches techniques, de notes de consignes, de courriers) et orale (face à des auditoires de taille variable).</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :<br><br>M. François PROJETTI, Directeur général délégué<br>Tél. 05 55 12 00 16 – courriel : francois.projetti@asp-public.fr<br><br>Mme Claire VINCENTI, Secrétaire générale<br>Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : claire.vincenti@asp-public.fr<br><br>Mme Patricia BELHADJ, Conseillère mobilité carrière (DRH/SEEC)<br>Tél. 05 55 12 00 36 – courriel : mobilite@asp-public.fr<br><br>La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 27 décembre 2018.</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**
**Agence de Services et de Paiement**
**Direction Régionale Normandie**
**Site de Caen**

**8-10, rue Bailey- 14052 Caen**

**Chef de service Formation Professionnelle Emploi et Aide Economique (H/F)**

| | |
|---|---|
| **N° du poste : 18624**<br><br>**Catégorie : A** | |
| **Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2** | **Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 2** |
| **Poste vacant**<br><br>**Date limite de candidature : 21 décembre 2018** | |
| **Présentation de l'environnement professionnel** | L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.<br><br>La Direction régionale Normandie est composée de 65 agents titulaires répartis sur 2 sites : 43 agents sur Caen et 22 sur Rouen. Les missions sont réparties en deux grands domaines d'activité :<br>Agriculture, développement rural et contrôles<br>Formation Professionnelle Emploi et Aides Economique (FPE-AE) |
| **Objectifs du poste** | Placé(e) sous l'autorité de la Directrice Régionale Déléguée, le (la) titulaire assure le pilotage du service et encadre une équipe composée de 25 agents répartis sur les 2 sites (14 agents sur Caen et 11 sur Rouen). Le poste est situé administrativement à Caen mais, une présence très régulière sur le site de Rouen est requise. Il (elle) est en relation directe avec les directions métier du siège, mais aussi avec des interlocuteurs locaux (Région, Département, Direccte, Pôle emploi ...).<br><br>Il (elle) s'assure de la capacité à atteindre les objectifs de son service.<br><br>Il (elle) participe au pilotage de la DR au sein de l'équipe de direction. |

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">- Superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service, rendre compte à la direction de la DR, animer le service, définition des objectifs et des priorités, planification de l'activité, tenue des réunions, conduite des entretiens professionnels...<br><br>Ces missions sont exercées en lien avec les chefs de secteur situés à Caen et à Rouen<br><br>- Assurer la rédaction et le suivi administratif et financier des conventions avec les donneurs d'ordre locaux<br><br>- Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants<br><br>- Piloter l'activité du service : suivre les tableaux de bord, anticiper l'évolution de l'activité et son équilibre avec les ressources<br><br>- Assurer le relationnel avec les partenaires et représenter l'établissement dans diverses instances<br><br>- Rendre compte en continu à la direction de la DR</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Agents de la direction régionale, responsables de la DR, services du siège de l'ASP, partenaires locaux (Conseil Régional, Conseils Départementaux, Direccte, Pôle emploi)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l'environnement de l'ASP et de son fonctionnement.<br><br>- Maîtrise des procédures, de la réglementation et des outils liés aux différents domaines couverts par le service</td><td>- Compétences managériales affirmées.<br>- Aptitudes au dialogue, à la négociation et à la communication.<br>- Sens de l'initiative et de l'autonomie.<br>- Esprit d'analyse<br>- Savoir rendre compte, déléguer<br>- Anticiper les difficultés et alerter le directeur régional et directeur régional délégué</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Sandrine CHAPLAIN Directrice Régional Déléguée Normandie<br><br>tel : 02 32 18 55 68 courriel : sandrine.chaplain@asp-public.fr<br><br>Philippe PASQUIER Directeur Régional Normandie<br><br>tel : 02 31 06 24 00 courriel : philippe.pasquier@asp-public.fr<br><br>Céline GADY , DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière<br><br>tel : 05.55.12.00.56 courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**
**Agence de services et de paiement**
**Direction régionale Normandie – site de CAEN**
**8-10 rue Bailey –CS 25273 14052 Caen cedex 4**

**Gestionnaire d'application informatique (CIDR) (F/H)**

| | |
|---|---|
| **N° du poste : 18576**<br><br>**Catégorie : B** | |
| **Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet** | **Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 1** |
| **Poste vacant**<br><br>**Date limite de candidature : 21 décembre 2018** | |
| **Présentation de l'environnement professionnel** | L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.<br><br>La DR ASP de Normandie compte 70 agents. Au sein du service administratif, financier et informatique, le poste de gestionnaire d'application informatique sera placé sous l'autorité du chef de service administratif, financier et informatique. |
| **Objectifs du poste** | Garantir le bon fonctionnement des systèmes d'information et assurer la mise en œuvre de l'administration et la sécurité des équipements,<br><br>Assister les utilisateurs par la formation, la personnalisation de l'environnement de travail,<br><br>Veiller en permanence au bon fonctionnement des matériels et des systèmes,<br><br>Etre le correspondant sécurité des systèmes d'informations,<br><br>En fonction de ses compétences, le titulaire pourra être intégré à des projets de conception ou de développement de projets informatiques régionaux ou nationaux. |
| **Description des missions à exercer ou des taches à exécuter** | Assister les utilisateurs et paramétrage des applicatifs,<br>Mettre en œuvre toute instruction opérationnelle de la Direction Informatique et des Technologies (DIT) du siège,<br>Garantir les exigences des normes,<br>Garantir le bon fonctionnement des systèmes d'information, dont le système téléphonique (IP)<br>Concevoir des référentiels (courriers types, manuels, procédures, ..)<br>Concevoir des requêtes pour valoriser les données, fournir des indicateurs et des statistiques,<br>Tenir à jour tous les documents de sécurité, notamment ceux imposés par les normes européennes exigées d'un organisme payeur,<br>Gérer et entretenir le parc matériel, configurer les postes de travail et déployer les versions de logiciels, assurer l'approvisionnement et le remplacement des consommables,<br>Proposer toute mesure visant à améliorer les procédures de sécurité et de bon fonctionnement de manière générale.<br>En fonction de ses compétences, concevoir et développer des applications locales ou nationales. |
| **Champ relationnel du poste** | Au sein de la Direction, le/ la gestionnaire d'application informatique est en relation permanente avec les agents du site. Il/elle est en contact avec les directions du siège, principalement avec la DIT mais aussi la Direction financière, juridique et logistique (DFJL). |

| | | |
|---|---|---|
| | En tant que correspondant sécurité des systèmes d'informations, il/elle est en relation avec le RSSI. | |
| **Compétences liées au poste** | **Savoirs :** | **Savoir-faire :** |
| | - Connaissance des réseaux<br>- Connaissance des systèmes d'exploitation<br>- Maîtrise importante des outils bureautiques<br>- La connaissance d'outils de développement est un plus | - Qualité de formateur<br>- Rigueur et sens de l'organisation<br>- Anticiper les difficultés et alerter<br>- Capacité à travailler en équipe<br>- Qualité rédactionnelle |
| **Personnes à contacter** | Philippe PASQUIER – Directeur régional Normandie- Tél: 0231062400 – philippe.pasquier@asp-public.fr<br><br>Marie DELAUNAY-BERNIERE – Cheffe du service administratif, financier et informatique – Tél: 0231068391– marie.delaunay-berniere@asp-public.fr<br><br>Céline GADY, Conseillère mobilité carrière formation DRH, Tél : 0555120056, mobilite@asp-public.fr | |

Agence de Services et de Paiement

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**

**AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT**
Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS)
Service Contractualisation et Assistance Technique (SCAT)
2 rue du Maupas – 87000 LIMOGES

# CHEF DE SECTEUR (H/F)
## Contractualisation, ingénierie administrative et financière

| | |
|---|---|
| **N° du poste : 18426**<br><br>**Catégorie : A** | |
| **Cotation parcours professionnel postes catégorie A :** 2 | **Groupe RIFSEEP ASP :** 2 |
| **Poste vacant** | |
| **Présentation de l'environnement professionnel** | L'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel riche de ses plus de 2000 collaborateurs en relation directe avec 13 ministères. En pleine expansion, il est l'un des premiers opérateurs de l'État avec un budget conséquent de plus de 19 milliard d'€ qui lui permet, aujourd'hui, d'innover et d'être performante. Par ailleurs, elle est le principal payeur des aides à l'emploi et le premier payeur européen d'aides agricoles.<br><br>Au sein de l'Agence, la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) assure la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques confiées à l'ASP notamment dans le domaine de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion ou de l'environnement (service civique, bonus écologique, chèque énergie…).<br><br>Le service de la contractualisation et de l'assistance technique (SCAT) intervient dans l'ingénierie de mise en œuvre et le pilotage des politiques publiques nationales et européennes entrant dans les champs de compétences de la direction. En veille constante sur les politiques publiques, il coordonne les offres de services de l'Agence pour proposer une mise en œuvre qui tient compte des besoins des donneurs d'ordre (ministères, établissements publics nationaux, collectivités territoriales) et des évolutions attendues par les usagers. Il assure également une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des pilotes du programme européen sur le Réseau rural national (RRN). Au sein du SCAT, le Secteur contractualisation, ingénierie administrative et financière (SCIAF) est chargé d'élaborer et de piloter le suivi des cadres conventionnels nationaux et régionaux ainsi que d'assurer l'ingénierie administrative et financière pour la mise en œuvre du plan d'action du RRN. |
| **Objectifs du poste** | Le (la) titulaire assurera la fonction de chef de secteur. A ce titre il (elle) sera chargé(e) d'encadrer une équipe de 7 personnes investies dans la coordination de la mise en œuvre et du pilotage des contrats avec les donneurs d'ordre, ainsi que dans des missions liées à l'ingénierie administrative et financières des actions d'assistance technique sur un programme européen. |
| **Description des missions à exercer ou des taches à exécuter** | - Organiser, piloter et superviser l'activité du secteur en fonction des objectifs du service et des priorités avec l'appui du chef de service et de son adjoint ;<br><br>- Harmoniser et standardiser les modes de gestion des conventions pour mieux les intégrer au cadre comptable et budgétaire de l'établissement, dont la comptabilité analytique ; |

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Développer les outils de pilotage des conventions en mode projet en lien avec les autres services de la direction (tableaux de bord, suivi du temps) afin d'assurer le suivi contractuel des engagements de l'agence<br><br>- Participer à des groupes de travail, animer des réunions : superviser la gouvernance des différentes conventions<br><br>- Participer au recrutement et à la formation des agents et des nouveaux arrivants ;<br><br>- Apporter un appui sur les dossiers complexes ou sensibles (ex : appels d'offre régionaux, mise en œuvre de la commande publiques pour les actions d'assistance technique) ;<br><br>- Organiser une veille sur les politiques publiques et la valoriser par des travaux prospectifs et des analyses transverses.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : relations étroites avec les autres services de la direction, la Direction financière, juridique et logistique, l'Agence comptable, la Direction de l'organisation et de la performance et les Directions régionales<br><br>En externe, donneurs d'ordre nationaux : ministère de l'écologie, ministère du travail, ministère de la culture, Agence du service civique, Office français de l'immigration et de l'intégration...</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l'environnement professionnel (réforme de l'Etat, maîtrise des dépenses publiques) ;<br><br>- Connaissance de la réglementation liée au marché public et à la comptabilité publique ;<br><br>- Connaissance des macro- processus de traitement d'un dossier d'aide nationale et européenne notamment dans le cadre du FEADER</td><td>- Animer une équipe<br>- Animer des réunions<br>- Fédérer, faire preuve de leadership<br>- Capacité à fixer des objectifs cohérents<br>- Planification et suivi<br>- Expertise (finances et marchés publics)<br>- Gérer une relation externe<br>- Aptitude à la négociation<br>- Rendre compte<br>- Rédiger et analyser<br>- Maîtriser les outils bureautiques</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Le dossier de candidature constitué d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doit être adressés par courriel exclusivement à :<br><br><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u><br><br>Monsieur Jonathan Bouny – Chef de service SCAT - <u>jonathan.bouny@asp-public.fr</u> – <u>Tél</u> : 05 55 12 01 39<br><br><u>Pour des questions relatives à l'aspect administratif et général du poste :</u><br><br>Monsieur Nicolas Lebraud – DRH – Conseiller mobilité carrière et formation – <u>nicolas.lebraud@asp-public.fr</u> – <u>Tél</u> : 05 55 12 00 64<br><br>La date limite de dépôt des candidatures est fixée au <u>27 décembre 2018</u></td></tr>
</table>

Le Directeur
des Ressources Humaines

Olivier LACOMBE

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la Transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | **Ingénieur Service Police (h/f)** |
| **Affectation** : | Direction régionale Ile-de-France |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du Chef de Service Police |
| **Résidence administrative** : | Vincennes (94) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

## Description de l'emploi

**Contexte :**
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La Direction Régionale d'Ile de France compte deux services interdépartementaux :
- à l'est, à Melun, le SID 77-91 pour les départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne
- à l'ouest, à Aulnay sur Mauldre, le SID 78-95 pour les départements des Yvelines et du Val-d'Oise.

Le service police et appui à la planification couvre le territoire de Paris-Petite-Couronne (75, 92, 93, 94).

**Description du poste :**

Mission :

- Elaborer la stratégie régionale de contrôle de la DR IDF ;
- Superviser la coordination des activités de contrôle et d'appui technique des services de la direction via la mise en œuvre de cette stratégie ;
- Emettre des avis sur certains dossiers complexes à enjeux ;
- Encadrer les activités de niveau départemental en Paris-Petite-Couronne (PPC) avec l'appui des services interdépartementaux d'Île-de-France ;

- Suivre les données produites et valorisées par la Direction interrégionale Haut de France Normandie (DIR HDFN) et pilote les études locales de connaissances.

Activités principales :

**Management :**
- Contribuer au pilotage, à l'animation et au suivi des activités de contrôle ;
- Participer à la programmation d'activité de police et au suivi de sa mise en œuvre en PPC ;
- Coordonner l'activité de contrôle et d'appui technique des services interdépartementaux notamment en PPC ;
- Représenter l'établissement au niveau régional et développer des relations de partenariat avec les acteurs ;
- Seconder le Chef de service.

**Contrôle des usages :**
- Définir les orientations prioritaires d'une stratégie de contrôle régionale adaptée aux enjeux territoriaux ;
- Contribuer à l'élaboration et au suivi des plans de contrôle départementaux en lien avec les services de l'Etat ;
- Contribuer avec les parquets et les services de l'Etat à la définition et à la mise en œuvre des stratégies post contrôles ;
- Assurer le suivi et l'évaluation de l'activité de contrôle et veiller à la sécurité des interventions ;
- Piloter la réalisation du plan de contrôle en PPC ;
- Coordonner la capitalisation des expériences police (procédures, relationnel) en interne à la DR IDF ;
- Coordonner l'activité de contrôle de l'Agence sur l'axe Seine en lien avec la DIR HDFN et la DRIEE.

**Appui technique :**
- Réaliser l'instruction des dossiers techniques complexes (passes à poissons, projets grands axes fluviaux…) ;
- Organiser et collaborer à l'appui technique et juridique aux services interdépartementaux et aux acteurs sur les dossiers complexes ;
- Représenter l'établissement dans les instances locales et y apporter un appui technique et méthodologique ;
- Contribuer au suivi et à la valorisation des retours d'expérience au sein de la direction.

**Connaissance des milieux :**
- Elaborer les méthodologies d'études ;
- Contribuer à la mise en œuvre et au suivi d'actions expérimentales ;
- Contribuer à la valorisation de données et à l'identification des besoins au sein de la Direction.

## Relations liées au poste

### Relations internes :
- Direction générale ;
- Directions interrégionales et régionales ;
- Directions « métiers » et services rattachés ;
- Services interdépartementaux ;
- Réseau des chefs de services, ingénieurs et techniciens « police ».

### Relations externes :
- Préfets, services déconcentrés ;
- Agence de l'eau, collectivités territoriales, associations et fédérations, DDT ;
- Agence régionale de la biodiversité Ile de France ;
- Établissements publics ;
- Chambres d'agriculture ;
- Parquets ;
- Socio-professionnels.

## Compétences et qualités requises

### Connaissances :
- Bonne connaissance des acteurs institutionnels de la biodiversité ;
- Connaissances du domaine de la biodiversité ;

- Connaissance du droit de l'eau et de l'environnement.

**Savoir-faire opérationnel :**
- Conduire un projet et mobiliser une équipe projet ;
- Négocier et s'adapter à différents publics ;
- Maitriser les modes de communication ;
- Argumenter et vulgariser des concepts et données scientifiques ;
- Utiliser le SIG.

**Savoir-être professionnel :**
- Forte capacité d'organisation et sens des priorités ;
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative ;
- Forte réactivité ;
- Sens des relations publiques ;
- Capacité à gérer des conflits ;
- Disponibilité et sens de l'écoute.

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRIDF/INGENIEUR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 décembre 2018**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la Transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | **Chargé d'études ingénierie de la donnée (h/f)** |
| **Affectation** : | Direction Appui aux Politiques Publiques/Département des Systèmes d'Observation et de Données/Service Données, Géomatique et Information |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du Chef de Service Données, Géomatique et Information |
| **Résidence administrative** : | Vincennes (94) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

## Description de l'emploi

**Contexte :**

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

**Description du poste :**

**Mission :**

Le service données, géomatique et information (SDGI) apporte un appui technique transversal (ingénierie de données) à l'administration et la valorisation de données dans le cadre des banques de donnée que gère le DSOD.

**Activités principales :**

Le candidat retenu participera aux activités suivantes :

• Ingénierie de données :

- Apporter une expertise en modélisation de données pour les bases ou banques de données ;
- Appuyer les producteurs de données pour la fiabilisation de leurs données ;
- Organiser et réaliser les processus d'intégration des données dans les bases et banques de données ;
- Contrôler la cohérence et la qualité des données ;
- Élaborer, maintenir et mettre à disposition une documentation cohérente des données, métadonnées et modèles de données ;
- Participer à l'élaboration des dictionnaires et modèles de données qui relèvent du périmètre du poste et s'assurer de leur application dans les banques et bases ;
- Mettre en œuvre des scripts permettant d'assurer des traitements de données ;
- Répondre aux demandes d'extraction, de contrôle ou de fourniture d'indicateurs ;
- Contribuer à la production de supports de valorisation des données des banques et bases sur lesquels il intervient.

• Participer au réseau de compétences sur l'ingénierie de la donnée animé par le département des systèmes d'observation et de données (DSOD).

## Relations liées au poste

**Relations internes :**
- Chef du service données, géomatique et information ;
- Chefs de projet « banques de données » ;
- Chef de projet valorisation.

**Relations externes :**
- Ministère de l'écologie : DEB, SDES ;
- UMS Patrinat ;
- Agences et offices de l'eau, Dreal, Deal, autres EP (BRGM, Ifremer,…), OIEau, … ;
- Groupes de pilotage des SI fédérateurs ;
- Structures de standardisation (Sandre, Sar, Covadis,...) ;
- Prestataires informatiques.

## Profil recherché

Expérience significative dans le domaine de l'administration et du traitement de données.

## Compétences et qualités requises

**Connaissances :**
- Connaissance en géomatique ;
- Connaissances en informatique et en traitement de données ;
- Connaissances en SQL et en utilisation de système de gestion de bases des données (PostgreSql, Postgis …) ;
- Connaissances générales dans le domaine de l'environnement.

**Savoir-faire opérationnel :**
- Utiliser un logiciel SIG (QGIS de préférence) ;
- Procéder au contrôle de donnée et du catalogage ;
- Utiliser les langages de programmation, permettant de réaliser des tests et chargements de données (dont XML et ses formats de transformation XSLT, XQuery, Json et Géojson) ;
- Maîtriser un langage de script (Python…) pour le traitement des données.

**Savoir-être professionnel :**
- Sens de l'organisation ;
- Autonome ;
- Rigueur professionnelle.

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSOD/DONNEE/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 29 décembre 2018**

**OFFRE d'EMPLOI n°18-111-DG** 29/11/18

La Direction générale de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
situé à Paris (75017)

RECRUTE

# Directeur de cabinet auprès du Directeur général - (F/H)

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les directions), territoriale (les délégations régionales ou interrégionales) et départementale (les services départementaux) rassemblant environ 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

Il met en œuvre des missions de police de l'environnement et apporte à l'Etat son concours pour l'évaluation et le suivi des populations de faune sauvage et pour la définition et la mise en œuvre de politiques publiques dédiées aux espèces et à leurs habitats.

L'ONCFS assure également la délivrance du permis de chasser et des autorisations de chasser accompagné.

Sous l'autorité directe du directeur général, le(la) Directeur(trice) de cabinet participe à l'élaboration de la stratégie de l'établissement et contribue à son pilotage, notamment en s'assurant de la cohérence des actions conduites par les services, dans le respect de son contrat d'objectifs et de performance (COP) et dans un souci d'efficience du service public.

## Nature de l'emploi

**Poste à pourvoir à compter du 1er janvier 2019**
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement – Temps plein – Catégorie A+

## Profil recherché

Une formation de niveau et une culture technique (idéalement ingénieur de formation) est demandée.
Une expérience significative dans les domaines de compétences de l'ONCFS est impérative.
Une expérience de l'encadrement de projets stratégiques transversaux dans ses précédentes fonctions.
Une parfaite connaissance de la sphère publique de l'environnement (ministères de tutelle, établissements publics…), de son organisation et de son fonctionnement.
Une parfaite connaissance des instances cynégétiques et des autres partenaires de l'ONCFS.
Une excellente capacité de synthèse et de rédaction sont attendues.

## Activités principales

Assurer, auprès du directeur général, une mission de conseil et d'analyse technique et/ou stratégique et proposer les orientations de la politique de l'ONCFS en matière d'actions internationales, communautaires et ultramarines.

Organiser la préparation des réunions du conseil d'administration : rapporter sur les sujets de son périmètre • rédiger le procès-verbal.
Assurer le secrétariat des réunions du comité de direction.

Animer les réflexions internes préalables à la mise en œuvre de projets structurants pour l'ONCFS, le cas échéant, en lien avec les autorités de tutelle : **Participer notamment activement à la préparation du rapprochement de l'ONCFS et de l'AFB • Terminer la démarche d'élaboration du nouveau COP de l'ONCFS.**

Coordonner les rapportages sur l'activité de l'établissement auprès du MTES et de toute autorité administrative (Cour des comptes notamment).
Réaliser le rapportage annuel des activités.
Veiller au respect des objectifs définis par le COP : apporter conseil et appui à l'ensemble des services de l'établissement.

Etre le correspondant permanent de la direction générale auprès des délégués régionaux et interrégionaux.

Assurer le suivi de la maîtrise documentaire : coordonner l'actualisation et la publication des instructions et des circulaires internes.

Coordonner et participer, en lien étroit avec le directeur de la communication, à l'information des personnels de l'ONCFS et contribuer à la préparation et à la mise en œuvre d'actions de communication externe (institutionnelle ou grand public).

## Conditions particulières d'exercice

Rapport fonctionnel fort et direct avec le directeur général & déplacements à prévoir sur l'ensemble du territoire métropolitain.

## Intéressé(e) ?

**Pour vous renseigner sur le poste**,

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

**Envoyer votre candidature**, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 15 décembre 2018, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

**Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr**

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation**

**FranceAgriMer (siège)**
**Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /**
**Unité Programmes opérationnels**

**Emploi** : chef(fe) de pôle programmes opérationnels

| | |
|---|---|
| N° appel à candidature : **180285** | **Catégorie : A** |
| Cotation parcours professionnel : 2 | **Cotation RIFSEEP : 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat** |
| **Poste vacant** | **Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé** |

| | |
|---|---|
| **Présentation de l'environnement professionnel** | FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.<br><br>Ses principales missions consistent à :<br>- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,<br>- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,<br>- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,<br>- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.<br><br>Dans le secteur des fruits et légumes, la direction des interventions de FranceAgriMer gère les fonds opérationnels prévus dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. |
| **Objectifs du poste** | Au sein d'un pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel.<br><br>Le titulaire est également référent sur certaines des activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses par rapport à ces activités. |
| **Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter** | • Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels<br>• Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer le chef d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour d'autre mission déléguée<br>• Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes ou des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes et fonds opérationnels.<br>• Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence<br>• Former les agents de l'unité ou de son pôle<br>• Rendre compte de son activité<br>• Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité |

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">• Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique<br>• Ministère de l'agriculture et de l'alimentation<br>• Organisations de producteurs et entreprises du secteur des fruits et légumes<br>• Corps de contrôle et de certification</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaitre :</td><td>Savoir faire / Maîtriser :</td></tr>
<tr><td>• Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus</td><td>• Maitrise des outils bureautiques classiques<br>• Capacité à travailler en équipe et à manager une équipe<br>• Rigueur dans la mise en œuvre de procédures<br>• Reporting à la hiérarchie</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion<br>☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr<br><br>Catherine MICHEL, chef de l'unité programmes opérationnels<br>☎ : 01 73 30 22 05 ✉ : catherine.michel@franceagrimer.fr<br><br>Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines<br>☎ : 01 73 30 22 66 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

**DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 25 janvier 2019**

Date : 03/12/2018

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Technicien en analyse protéique par spectrométrie de masse (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, département des contaminants microbiologiques des aliments, unité Staphylocoques, Bacillus et CLostridies (ci-après désignée SBCL) – Equipe Staphylocoques

**Missions / contexte**

Cette unité, composée de 25 personnes réparties en 3 équipes, porte trois thématiques relatives à des dangers microbiologiques dus aux bactéries toxinogènes Staphylocoques, Bacillus et Clostridies.
L'unité mène des activités de référence, de recherche et de surveillance. Pour les trois dangers microbiologiques, l'unité SBCL exerce ses compétences pour couvrir les champs du « germe à la toxine » au travers notamment de la détection/dénombrement des bactéries et de la caractérisation moléculaire (typage bactérien) et protéique de leur pouvoir pathogène (détection/quantification des toxines). Son expertise permet de nourrir l'évaluation des risques, de contribuer à l'évolution du système de surveillance des bactéries productrices de toxines dans les denrées alimentaires et d'aider les tutelles dans leurs prises de décision.
L'unité porte deux mandats français (LNR) et européen (LRUE) de laboratoire de référence, sur les staphylocoques à coagulase positive (SCP).
Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'Unité et sous la responsabilité scientifique directe du responsable de l'équipe, le/la technicien(ne) contribue à assurer l'expertise scientifique et technique et concourt à la réalisation du programme de travail du Laboratoire de Référence de l'Union Européenne pour les Staphylocoques à Coagulase Positive, thématique des entérotoxines staphylococciques. Pour ce faire, l'agent devra :

**Activités**

- Participer au niveau technique à la mise en place, à la caractérisation et à la validation des méthodes d'analyse pour l'extraction, la détection et la quantification des entérotoxines staphylococciques par chromatographie liquide couplée à la spectrométrie de masse (LC-MS),
- Contribuer à l'exploitation des résultats,
- Participer à la maintenance du matériel et à la gestion des consommables,
- Réceptionner, enregistrer, stocker et assurer le suivi d'échantillons pour analyses,
- Collaborer à la mise en œuvre et au respect des procédures qualité,
- Respecter et appliquer les dispositions générales et spécifiques d'hygiène et sécurité du laboratoire.

**Conditions particulières**

Manipulation de réactifs chimiques CRM lors de la mise en œuvre des analyses
Travail expérimental sur toxine classée MOT (déclaration Ansm)

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis**

BAC minimum
BAC + 2/3 ou équivalent en Physico-chimie et Chimie analytique souhaité

**Expériences similaires**

- Expérience d'au moins 3 ans en analyse LC-MS. Une expérience en analyse protéomique serait appréciée.

**Compétences**

- Connaissances pratiques en analyse protéomique, une expérience en utilisation du spectromètre de masse QExactive serait un vrai avantage.
- Maîtrise des logiciels bureautiques, et de traitement des données LC-MS (Xcalibur, Skyline, Mascott, tracefinder, Chromeleon…)
- Sensibilisé(e) à l'assurance qualité
- Organisation, soin et rigueur dans les analyses
- Autonomie et sens des responsabilités dans son domaine d'activités
- Qualités relationnelles et capacités de dialogue et de travail en équipe
- Anglais : niveau intermédiaire

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 24 décembre 2018**

**Renseignements sur le poste :** Yacine NIA, responsable de l'équipe Staphylocoques (yacine.nia@anses.fr / 0149772756) Jacques-Antoine HENNEKINNE, chef d'unité (jacques-antoine.hennekinne@anses.fr)

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv**) en indiquant la référence 2018-152 à :** recrutement@anses.fr

Date : 03/12/2018

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Chargé de projet Appel à projets de recherche (APR) - (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

**Entité recruteuse**

Direction du financement de la recherche et veille scientifique
Cellule **appel à projets de recherche (APR)**

Le programme national de recherche Environnement-Santé-Travail (PNR EST), piloté par l'Anses, soutient des travaux de recherche pour développer les connaissances scientifiques indispensables à l'évaluation des risques et l'expertise sanitaire en appui aux politiques publiques.

**Missions / contexte**

Pour ce faire, les appels à projets lancés chaque année, portent sur l'ensemble des facteurs de risques environnementaux pour la santé humaine de façon générale ou en milieu professionnel. Ils couvrent également les risques pour les écosystèmes et la qualité des milieux. Ainsi les projets financés permettent de faire avancer la recherche et les connaissances sur ces questions clés en prenant en compte l'émergence de nouveaux risques liés au développement de nouvelles technologies ou à l'évolution de notre environnement, comme le changement climatique par exemple.
L'équipe est composée de 11 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité hiérarchique de la Directrice et fonctionnelle de la coordinatrice de l'APR, le chargé de projet APR contribue à la mise en œuvre opérationnelle des APR du PNR EST et à sa valorisation.

**Activités**

A ce titre, il aura en charge de :

- Participer à la gestion des appels à projets : lancement, traitement des dossiers soumis (lettres d'intention (LI) et projets complets), mise en œuvre du processus de sélection, organisation des comités scientifique et des financeurs
- Recherche d'experts pour l'évaluation scientifique des projets
- Attribution des dossiers aux membres du CSPR (rapporteur et lecteur)
- Préparation des courriers transmis aux porteurs de projets : avis motivés d'acceptation et refus
- Contribution au conventionnement des projets retenus
- Participation à l'analyse et à la valorisation des projets (indexation par mots clés, analyse des publications)
- Rédaction de compte rendus de réunion et notes de synthèse

**Conditions particulières**

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Respect du processus ISO9001

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Minimum bac+3 - Titulaire d'un doctorat en sciences ou d'un master complété par une formation en gestion de projet et/ou ingénierie de projet.

**Expériences similaires**

- Expérience de la recherche
- Une expérience de la gestion d'un Appel à projets de recherche serait un plus
- Une activité dans les périmètres scientifiques des appels à projets serait un plus : Santé environnement ou Santé travail
- Une expérience de coordination d'un consortium national ou international serait appréciée
- Participation à la construction et/ou la rédaction d'une/des demande(s) de financement de projet de recherche (ANR ou autre)

**Compétences**

- Connaissance de la recherche
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- En absence d'une expérience dans les appels à projets de recherche, profil scientifique se destinant à la coordination de la recherche

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 24 décembre 2018**

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-154 à :** recrutement@anses.fr

Date : 03/12/2018

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Gestionnaire Appel à projets de recherche (APR) - (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 3** |
| Type de contrat | **Contrat à durée déterminée de droit public de 9 mois** |
| Localisation | **Maisons-Alfort (94)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

| | |
|---|---|
| **Entité recruteuse** | Direction du Financement de la Recherche et Veille Scientifique,<br>Cellule **appel à projets de recherche (APR)** |
| **Missions / contexte** | Le programme national de recherche Environnement-Santé-Travail (PNR EST), piloté par l'Anses, soutient des travaux de recherche pour développer les connaissances scientifiques indispensables à l'évaluation des risques et l'expertise sanitaire en appui aux politiques publiques.<br><br>Pour ce faire, les appels à projets lancés chaque année, portent sur l'ensemble des facteurs de risques environnementaux pour la santé humaine de façon générale ou en milieu professionnel. Ils couvrent également les risques pour les écosystèmes et la qualité des milieux. Ainsi les projets financés permettent de faire avancer la recherche et les connaissances sur ces questions clés en prenant en compte l'émergence de nouveaux risques liés au développement de nouvelles technologies ou à l'évolution de notre environnement, comme le changement climatique par exemple.<br>L'équipe est composée de 11 agents. |

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité hiérarchique de la Directrice et fonctionnelle de la Coordinatrice de l'APR, le gestionnaire d'APR a pour mission la gestion administrative de l'appel à projets de recherche et des contrats de recherche en cours

A ce titre, il aura en charge de :

**Activités**

- Assurer la gestion administrative de l'appel à projets :

- Gestion des dossiers soumis : gestion des documents, traitement des données, envoi aux évaluateurs, suivi des évaluations et relances des évaluateurs
- Organisation des réunions liées au processus de sélection des projets : réunions téléphonique, réunion du Comité scientifique, Comité d'orientation, … :
- Gestion des déplacements des participants

- Se servir de la plateforme informatique dédiée à l'APR :

- Utilisation de l'outil dédié à la réception et la gestion administrative de l'APR
- Assurer l'assistance téléphonique pour l'utilisation de la plateforme informatique par les partenaires (organismes gestionnaires, scientifiques)

- Assurer la logistique des interfaces avec le réseau scientifique :

- Contacts téléphonique avec les partenaires des projets, les membres du Comité scientifique et les financeurs et co-financeurs du programme.

- Contribuer à la consolidation et au recensement du budget des projets financés

- Contribuer au suivi administratif et financier des contrats des projets financés dans le cadre du programme Environnement-Santé-travail :

**Conditions particulières**

- Respect des procédures ISO 9001
- Usage occasionnel de l'anglais écrit.

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Minimum Bac (avec une expérience dans un domaine similaire) à Bac + 2

**Expériences similaires**

- Expérience appréciée dans la gestion administrative et/ou l'assistanat de manager

**Compétences**

- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Maîtrise du pack office
- Maîtrise de l'anglais serait un plus

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 24 décembre 2018**

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-153 à :** recrutement@anses.fr

Date 03/12/2018

| | |
|---|---|
| Poste à pourvoir | **Coordinateur de la Plateforme d'épidémiosurveillance en santé animale - (H/F)** |
| Catégorie d'emploi | **Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+** |
| Type de contrat | **Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation** |
| Localisation | **Lyon (69)** |
| Prise de fonction | **Dès que possible** |
| Rémunération | ***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.*** |

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

**L'Anses en chiffres**

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

*Pour en savoir plus :* www.anses.fr

| | |
|---|---|
| **Entité recruteuse** | Anses Laboratoire de Lyon,<br>Unité « Epidémiologie et appui à la surveillance » |
| **Missions / contexte** | L'unité Epidémiologie et appui à la surveillance (EAS) est composée de 15 agents. Elle contribue à améliorer les méthodes, la mise en œuvre et l'évaluation des systèmes de surveillance en santé animale, santé végétale et sécurité sanitaire des aliments. Son programme de travail est consacré (i) à l'épidémiologie de l'antibiorésistance, (ii) aux méthodes et à l'évaluation de la surveillance et (iii) à l'appui scientifique et technique à la surveillance (notamment les plateformes d'épidémiosurveillance). L'unité conduit des recherches propres et intervient en appui aux unités du laboratoire de Lyon et des autres laboratoires et entités de l'Agence.<br>La Plateforme nationale d'épidémiosurveillance en santé animale (Plateforme ESA) a pour objectifs de veiller et de contribuer au renforcement de l'efficience de la surveillance sanitaire en santé animale. Conformément à l'article L. 201-14 du code rural et de la pêche maritime, elle apporte aux services compétents de l'État et, à leur demande, aux autres responsables de dispositifs de surveillance, un appui méthodologique et opérationnel pour la conception, le déploiement, l'animation, la valorisation et l'évaluation des dispositifs de surveillance sanitaire, ainsi qu'en ce qui concerne l'investigation épidémiologique de phénomènes sanitaires. La Plateforme ESA est constituée d'une équipe de coordination, d'une équipe opérationnelle et d'une structure de gouvernance et de pilotage dénommée Comité national d'épidémiosurveillance en santé animale (Cnesa). |

## DESCRIPTION DU POSTE

**Missions**

Sous l'autorité hiérarchique du chef de l'unité EAS, le coordinateur assure l'animation scientifique et organisationnelle de la plateforme ESA en lien avec les 10 institutions partenaires. A ce titre, il anime le comité de pilotage composé de membres de chacune des institutions partenaires. Il contribue aux orientations stratégiques en termes de thématiques, méthodologie et d'évolutions organisationnelles.
Il s'appuie sur une équipe composée de deux coordinateurs adjoints (DGAL et INRA). Cette équipe anime et encadre de manière fonctionnelle l'activité de l'équipe opérationnelle (une vingtaine de personnes de la DGAL, INRA, Anses et 7 autres membres de la plateforme).
Le coordinateur assure le lien avec le directeur scientifique « épidémiologie et surveillance » de l'Anses dans le but de veiller à la pertinence et à la cohérence des activités des scientifiques de l'agence impliqués dans la Plateforme ESA.

- Veiller au bon fonctionnement de la Plateforme ESA,
- Assurer la cohérence des actions menées par la Plateforme ESA,
- Établir les projets de programmes annuel et pluriannuel d'activité de la Plateforme ESA proposés au Cnesa,
- Représenter la Plateforme ESA auprès du Comité national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale en santé animale,
- Rédiger et procéder aux propositions de mises à jour du règlement intérieur avant de le soumettre à validation du Cnesa,
- Assurer la production des *modi operandi* nécessaires au bon fonctionnement de la Plateforme ESA,
- Veiller à ce que les moyens, notamment financiers et humains, dévolus à la Plateforme ESA soient en adéquation avec les missions qui sont fixées par le Cnesa,
- Encadrer et animer les travaux de l'équipe opérationnelle,
- Mettre à jour régulièrement la liste des membres de l'équipe opérationnelle,
- Proposer l'ordre du jour du Cnesa et préparer ses travaux,
- Assister aux réunions du Cnesa et en assurer le secrétariat,
- Présenter le bilan annuel de la Plateforme ESA au Cnesa,
- Porter pour discussion au Cnesa les évolutions des dispositifs de surveillance intégrés au programme de travail de la Plateforme ESA,
- Alerter le Cnesa de tout dysfonctionnement,
- Tenir à disposition du Cnesa les conventions conclues dans le cadre de la Plateforme ESA,
- Représenter la Plateforme ESA dans la gouvernance de l'axe transversal Épidémiologie et surveillance de l'Anses,

**Conditions particulières**

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Vétérinaire, docteur en épidémiologie, ingénieur en santé animale - Minimum BAC +5

**Expériences similaires**

- Expérience en épidémiosurveillance en santé animale (minimum 7 ans)
- Expérience avérée en animation de dispositifs de surveillance et en coordination d'équipe
- Expérience en lien avec des partenaires scientifiques et professionnels en santé animale

**Compétences**

- Expertise en épidémiologie en santé animale
- Connaissances en pathologie animale
- Intérêt pour les questions sanitaires
- Connaissances en gestion de données (notamment, en qualité de données, bases de données et notions d'interopérabilité, analyse et traitement de données)
- Connaissances réglementaires et administratives, si possible approfondies, dans le domaine de la santé animale
- Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel en santé animale
- Aptitude avérée en management fonctionnel d'équipe
- Qualité d'écoute, de compréhension des positions et de négociation
- Capacité à travailler en équipe
- Sens de l'initiative
- Capacité d'organisation et d'autonomie
- Communication orale et écrite en anglais (niveau intermédiaire)

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 24 décembre 2018**

**Renseignements sur le poste :** Pascal HENDRIKX, Chef de l'Unité EAS, pascal.hendrikx@anses.fr,

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-155 à :** recrutement@anses.fr

Poste ouvert en Mobilité interne, externe et aux contractuels.

**Profil de poste**
N° 14001

# Responsable du service
# Masse salariale, Prospectives RH & gestion prévisionnelle des ressources humaines

***Catégorie A – Ingénieur de recherche (IR)***

**Branche d'activité professionnelle (BAP) :** J – Gestion et pilotage
**Famille professionnelle :** Ressources humaines
**Emploi type :** Responsable de la gestion des ressources humaines

## AFFECTATION STRUCTURELLE

**Institut de Recherche pour le Développement (IRD)**
L'Institut de Recherche pour le Développement est un établissement public français à caractère scientifique et technologique (EPST) qui intervient depuis plus de 70 ans dans les pays du Sud. Il est placé sous la double tutelle des ministères chargés de la Recherche et des Affaires étrangères.
Ses activités de recherche, d'expertise, de valorisation et de formation ont pour objectif de contribuer au développement économique, social et culturel des pays du Sud. Près de 40% des effectifs de l'Institut sont affectés à l'étranger et en Outre-mer.
**Le/la Responsable Masse salariale, Prospectives RH & GPRH est affecté.e à la Direction des ressources humaines** : au sein du pôle Appui de la recherche et au rayonnement scientifique dirigée par la secrétaire générale. La Direction des ressources humaines a pour mission de proposer, d'élaborer et de mettre en œuvre la politique ressources humaines de l'IRD. Composée d'une quarantaine de personnes chargées de gérer et accompagner les 2000 agents de l'Institut, elle est structurée en 4 services dont le service Masse salariale, prospectives RH & gestion prévisionnelle des Ressources Humaines.

Ce service contribue à assurer l'adéquation des ressources humaines disponibles aux besoins actuels et futurs, sous contrainte financière. Il produit des indicateurs de diagnostic et d'anticipation pour l'aide à la décision dans le pilotage des ressources humaines. Il répond aux enquêtes internes et externes, contribue à l'élaboration de documents institutionnels (bilan social…). Il maintient dans le système d'information RH les données relatives aux structures (organigrammes) et aux postes. Il porte la GPEC, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.
Son activité de programmation et suivi de la masse salariale est partie prenante du calendrier et des livrables pilotés par la direction des finances. En ce sens les activités budgétaires du service font l'objet d'une animation fonctionnelle par la Direction des Finances, pôle budget (ateliers de travail, calendrier partagé,…).

## AFFECTATION GEOGRAPHIQUE

**Marseille : Siège de l'IRD**

## DESCRIPTION DU POSTE

**Mission**

Le/la responsable du service sous la responsabilité de la directrice des Ressources humaines et en étroite collaboration avec les services et missions RH et du pôle appui, porte la Mission du service et réalise les activités suivantes :

**Activités**

Actualiser et concevoir des outils d'analyse et de suivi quantitatifs (SIRH, tableau des emplois) et qualitatifs (référentiels, cartographies …) de l'emploi et des compétences.
Diagnostiquer les besoins et les ressources actuels et futurs en termes d'emplois et de compétences de l'établissement.
Concevoir, mettre en place et analyser des indicateurs d'aide à la décision à court et moyen terme.
Assurer la programmation et le suivi du plafond d'emplois et de la masse salariale de l'IRD sous le pilotage fonctionnel du pôle budget de la direction des finances : construction du budget primitif, suivi de l'exécution, définition des marges de manœuvre infra-annuelles, production de présentation et notes de synthèse à destination de la gouvernance, du contrôle financier et des tutelles.
Proposer des scénarios et mesurer l'incidence sur le budget des décisions de gestion des carrières (avancement d'échelon, de grade, de corps), des prévisions d'entrées-sorties, de la politique indemnitaire, des décisions de gestion individuelle, etc.

Présenter des synthèses et des scénarios prospectifs en matière de politiques salariales et de politiques emplois et allocation des moyens aux instances de gouvernance et d'arbitrage budgétaire (comité stratégique de programmation de la recherche…).
Participer à la construction du plan d'actions RH : modélisation de scénarios RH sur la base des règles statutaires de gestion des personnels, des éléments de paye, en utilisant toutes techniques de modélisation/simulation jugées pertinentes (mathématiques, statistiques, informatiques).
Diriger la réalisation d'enquêtes, d'études et de statistiques (bilan social, rapport d'activité, schéma directeur des RH …).
Concevoir, alimenter, analyser, communiquer des tableaux de bord des données sociales.
Participer aux négociations ayant un impact financier en présentant des scénarios prospectifs (Accord d'établissement, politique de rémunération…).
Piloter la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (benchmark, études d'impact, revue de personnel…).
Travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des services et missions RH (Emploi & carrière, administration RH, RH des suds…) et des directions et missions du pôle appui (Direction des finances, agence comptable, direction des usages numériques innovants, mission d'appui à la science, mission d'accompagnement au changement…) et animer fonctionnellement les services RH déconcentrés sur son domaines d'expertise (allocation de moyens, référentiels (emploi, poste…).
Encadrer une équipe de six personnes.
Préparer et contribuer à la prise de décision du comité de pilotage « Masse salariale » par les analyses proposées.

**Compétences**

Organiser, encadrer, déléguer et animer une équipe.
Analyser les documents budgétaires et assurer la responsabilité des opérations de gestion financière.
Transmettre, rendre compte, savoir vulgariser son expertise et mettre à disposition rendre accessible les données.
Maîtriser les techniques de contrôle de gestion sociale (masse salariale, politique de rémunération & avantages sociaux).
Produire des tableaux de bord.
Connaissance approfondie des statuts, règlements et procédures de gestion des personnels de la fonction publique.
Maîtriser les outils et les méthodes statistiques, savoir traiter, analyser, synthétiser et présenter des données.
Savoir exploiter les systèmes d'information et les outils bureautiques (excel…).
Connaître les statuts, règles et procédures de gestion des personnels de la Fonction publique.
Méthodologie de gestion de projet.
Prise de parole en public, conduite de réunion & techniques de négociation.

## PROFIL RECHERCHE

**Formation**

Diplôme de Niveau I, Master, DEA, DESS, diplôme d'ingénieur
Domaine Gestion des RH, sciences de gestion, économie

.

**Aptitudes**

Rigueur, capacités d'analyse et de synthèse.
Goût pour le travail en équipe.
Diplomatie, sens de l'écoute, capacités relationnelles.
Respect de la confidentialité des données personnelles.

## CONTACT

Le dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à l'adresse électronique suivante : drh.recrutement@ird.fr

**Poste**
**Chargé(e) de mission, fonctionnaire catégorie A/A+**
**Niveau parcours professionnel : 2**
**- mise à disposition –**

**Agence pour le Développement de la Coopération Internationale dans les domaines de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux (ADECIA)**
**Groupement d'Intérêt Public**

**Ingénierie de projet**
Durée de trois ans renouvelable – poste à pourvoir rapidement

Le Groupement d'Intérêt Public ADECIA a été créé en juillet 2007 avec l'ambition de **faire travailler ensemble** tous les acteurs publics du monde agricole qui interviennent sur les questions internationales et de **mobiliser et valoriser l'expertise française** à l'international.

Les axes de travail identifiés comme prioritaires par l'ensemble de ses partenaires sont les suivants :

- Etablir et favoriser des synergies entre les acteurs publics,
- Promouvoir l'expertise française à caractère institutionnel,
- Assurer une mission d'ingénierie de projet, notamment par une mobilisation accrue des fonds de coopération disponibles au sein des grandes organisations multilatérales, en particulier les jumelages de la Commission européenne (instrument de pré-adhésion et politique européenne de voisinage),
- Gérer des actions d'influence du MAAF,
- Assurer la gestion administrative et financière des projets et des programmes.

**Nature de l'activité :**

- Ingénierie de projets : veille, actions de coopération bilatérale du Ministère en charge de l'Agriculture ; projets de coopération et d'assistance technique à caractère institutionnel (jumelages de la Commission européenne, programme TAIEX - Technical Assistance and Information Exchange Instrument, projets d'assistance technique sur fonds bilatéraux et multilatéraux) ;
- Identification et mobilisation d'experts au sein des organisations membres et partenaires privilégiés de l'ADECIA;
- Contribution à la communication sur l'expertise française, notamment via internet.

**Compétences souhaitées :**

- Expérience dans le domaine international et/ou dans le montage de projet
- Dynamisme, réactivité ; capacité à travailler dans des délais très courts ; capacités rédactionnelles
- Capacités relationnelles et goût pour les contacts tant nationaux qu'internationaux ; goût pour le travail en équipe (5 personnes) ;
- Maitrise de l'anglais écrit et parlé ;
- Une expérience dans les secteurs des politiques agricoles, de la santé des plantes, de la recherche ou des filières agricoles, au niveau central ou déconcentré serait appréciée.

**Localisation : Paris,** 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris.

**Personnes à contacter :**

- Monique Tran, Directrice d'ADECIA, monique.tran@agriculture.gouv.fr

Les personnes intéressées devront adresser leur candidature **avant le 15 janvier 2019** par voie électronique (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) à l'attention de : **Sophie Villers, Présidente du GIP Adecia, sophie.villers@agriculture.gouv.fr.**

**FICHE DE POSTE**
**Adjoint.e chef de délégation – responsable patrimoine**

**Résidence administrative :** Maripa-Soula (délégation territoriale du Maroni)

**Statut :** Poste de catégorie A ouvert prioritairement aux fonctionnaires, aux contractuels relevant du quasi-statut (AFB) et par défaut aux contractuels de niveau équivalent. Contrat à durée déterminée de trois ans.

**Missions :**
Sous l'autorité du chef de la délégation territoriale du Maroni, en lien avec le service Patrimoines naturels et culturels (PNC), l'adjoint.e au chef de délégation – responsable patrimoine encadre l'équipe de la cellule Patrimoine (6 personnes), assure la coordination des dossiers sur les patrimoines (naturels et culturels), l'organisation des missions de terrain (scientifiques et police), et les actions EEDD. Elle.il suit les activités du chef de délégation et peut en assurer l'intérim. Elle.il :

- Coordonne pour la délégation les actions de connaissance et les suivis scientifiques sur les patrimoines naturels et culturels, en lien avec le chef du service PNC et la responsable scientifique, les chargés biodiversité et EEDD, pour assurer la mise en œuvre concrète des actions ;

- Encadre le chargé de Police de l'environnement, référent de la thématique pour la délégation. Sous l'autorité du procureur de la République, elle.il est commissionné.e/assermenté.e en tant qu'inspecteur de l'Environnement chargé.e de missions de police judiciaire. Elle.il est membre de la Brigade Nature. Elle.il est ainsi amené.e à participer aux missions de Police notamment celles concernant la lutte contre l'orpaillage illégal et aux actions de sensibilisation/information des publics.

- Est, avec l'adjoint - responsable développement et l'adjoint chargé des affaires générales, un interlocuteur privilégié des chefs d'antenne pour améliorer le fonctionnement des antennes et renforcer l'activité du Parc sur leur territoire. Dans ce cadre, elle.il est amené.e à animer les réunions d'antenne avec les chefs d'antenne, à veiller au suivi et au respect des notes de services, procédures et instructions ;

- Coordonne la logistique et les ressources humaines pour l'ensemble des missions scientifiques, EEDD et police;

- Propose, conçoit et anime des formations adaptées aux agents de la cellule patrimoine et des antennes pour accroitre leur autonomie dans leur fonction (rédaction des rapports et comptes rendus, organisation des réunions, suivi des dossiers, utilisation et gestion du matériel, …) ;

- Assure avec le chef de délégation le suivi des plannings, des congés et récupérations des agents de l'ensemble de la délégation ;

- Par délégation du Directeur et de la Cheffe de délégation territoriale, peut être amené.e à réaliser l'ensemble des entretiens annuels de son équipe (6 personnes) ;

**Compétences :**

- Gestion conservatoire des patrimoines et montage de projets, des compétences naturalistes seraient un plus ;
- Assertivité et management,
- Maitrise des outils informatiques, compétences SIG et relevés GPS,
- Connaissance du territoire,
- Commissionné.e et assermenté.e inspecteur de l'environnement,
- Encadrement et rapportage des expéditions terrain.
- Permis B obligatoire.

**Capacités :**

- Sens des responsabilités, de l'organisation et de l'obligation de discrétion,
- Capacité à coordonner une équipe multiculturelle,
- Autonomie et rigueur dans le suivi des dossiers,
- Capacité à synthétiser les informations,
- Grande disponibilité pour la participation à des missions de terrain parfois longues,
- Capacité d'adaptation importante,
- Capacité à vivre et travailler en site isolé et à être autonome pour des expéditions en forêt amazonienne de plusieurs jours (bonne condition physique nécessaire),
- Evaluation et gestion des risques, premiers secours.

***Fin des candidatures : 22/02/2019***
*Afin de tenir compte du contexte particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.*

***Date prévue de prise de poste : 15/03/2019***

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :

**M. Arnaud ANSELIN**
Directeur par intérim du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson - 97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courrier postal à l'adresse ci-dessus, ou par courriel à :
recrutements@guyane-parcnational.fr

.

**FICHE DE POSTE**
**Chargé.e d'éducation à l'environnement et au développement durable**

**Résidence administrative :** Maripa-Soula (délégation territoriale du Maroni)

**Statut :** Poste de catégorie B ouvert prioritairement aux fonctionnaires, aux contractuels relevant du quasi-statut (AFB) et par défaut aux contractuels de niveau équivalent.
Contrat à durée déterminée de trois ans.

**Missions :**
Sous l'autorité de la cheffe de la délégation territoriale du Maroni, encadré.e par le Responsable Patrimoine, en lien fonctionnel avec les services Patrimoines Naturels et Culturels (PNC) et Développement Durable (SDD), ainsi qu'avec la référente EEDD du PAG, la.le chargé.e d'animation met en œuvre la stratégie EEDD du Parc et contribue à la conception et la mise en œuvre de l'ensemble des projets d'éducation à l'environnement sur le territoire concerné par Le Parc amazonien

Plus spécifiquement, elle.il :

• Participe à la programmation des priorités et des budgets des actions d'éducation à l'environnement, ainsi qu'aux séances du COPIL EEDD. Dans ce cadre, Il.elle travaille en lien étroit notamment avec les cellules Développement local de l'ensemble de l'établissement (délégations territoriales et siège) et plus particulièrement de la Délégation Territoriale du Maroni (DTM). Il.elle pilote des projets et participe à des équipes projet dans son domaine d'activité.

- Conçoit et réalise un programme d'animations et des projets pédagogiques pour les scolaires, le grand public et pour les manifestations se déroulant sur le territoire du PAG et de la DTM en particulier . Sa mission première est de réaliser des animations sur l'écologie (connaissance des espèces, fonctionnement des écosystèmes…), la réglementation, le patrimoine et la culture. Dans ce cadre, participe à des missions scientifiques afin d'étoffer les connaissances naturalistes à transmettre.

• Forme et coordonne le travail des agents chargés de réaliser des animations sur les deux antennes de la DT et peut être appelé.e à assurer le tutorat des volontaires de service civique recrutés pour des missions d'éducation à l'environnement.

• Contribue à la formation et l'accompagnement des agents de la délégation territoriale de l'Oyapock, du Centre et du Maroni afin de développer l'EEDD sur les territoires concernés par le PAG ;

• Contribue à la conception et la mise en œuvre de tout autre activité liée à l'EEDD sur l'établissement (formation, dialogue avec les enseignants, actions sur les déchets, l'économie d'énergie, la gestion des ressources, mise au point d'outils pédagogiques adaptés…) ainsi qu'au dialogue de l'établissement avec les acteurs de la société civile engagée dans l'EEDD en Guyane comme au niveau national.

• Polyvalent.e, elle.il participe ponctuellement à la réalisation d'autres tâches sur la délégation.

**Compétences requises**
Idéalement, Bac+2 avec une expérience confirmée en EEDD, connaissance et maitrise des concepts, méthodes et outils de l'EEDD,
Expérience en montage et mise en œuvre de projets, conduite de réunion, transfert de compétence, formation, vulgarisation scientifique et animation,
Bonne connaissance en écologie tropicale, faune, flore,
Maitrise des outils informatiques,
Connaissance du territoire et des cultures du Sud de la Guyane, ou d'un territoire comparable.

**Qualités et aptitudes**
Sens de l'organisation, qualités relationnelles y compris avec le jeune public, capacité à coordonner des agents et à travailler en équipe,
Autonomie et rigueur dans le suivi des dossiers,
Capacité à synthétiser les informations et à dialoguer avec différents acteurs, disponibilité, souplesse,
Goût pour le travail de terrain, capacité à vivre et à travailler en site isolé,

Capacité d'adaptation à l'environnement et à la multi culturalité.

***Fin des candidatures : 20/02/2019***
*Afin de tenir compte du contexte particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.*

***Date prévue de prise de poste : 15/03/2019***

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :

**Mr Arnaud ANSELIN**
Directeur par intérim du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson - 97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courrier postal à l'adresse ci-dessus, ou par courriel à :
recrutements@guyane-parcnational.fr

Parc national de la Guadeloupe

# FICHE DE POSTE

| INTITULE du POSTE |
|---|
| **CHEF DU PÔLE AIRE D'ADHÉSION** |

| CATÉGORIE | SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE DIRECT | STATUT |
|---|---|---|
| A | ANSELME Maurice – Directeur | Fonctionnaire ou contractuel |
| | RÉFÉRENTIEL DE MÉTIER<br>Responsable pôle aménagement - développement/ chef de secteur | CORPS<br>Technique |

| LOCALISATION | RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE |
|---|---|
| Siège | Saint-Claude |

## DÉFINITION SYNTHÉTIQUE

Le chef du pôle aire d'adhésion est responsable de la définition et de la mise en œuvre des actions de l'établissement et notamment de la Charte sur l'ensemble de l'aire d'adhésion du Parc national.

## ACTIVITÉS PRINCIPALES

Le pôle « aire d'adhésion », dont le chef de pôle assure le pilotage, est chargé de l'ensemble des missions de l'établissement sur la totalité de l'aire d'adhésion :

- Suivi de la mise en œuvre des orientations et mesures de la charte relatives à l'aire d'adhésion et élaboration des programmes d'actions. Définition et organisation de l'intervention de l'établissement en aire d'adhésion. Pilotage et suivi des conventions et contrat de partenariat pour la mise en œuvre de la charte avec les acteurs de l'aire d'adhésion ;
- Représentation de l'établissement dans les instances ou auprès des acteurs de l'aire d'adhésion, et notamment des communes ;
- En lien avec le service patrimoine, participation avec les partenaires des actions d'amélioration de la connaissance du patrimoine de l'aire d'adhésion ;
- En lien avec le référent politique pénale de l'établissement, définition puis mise en œuvre des actions de police de l'environnement sur l'aire d'adhésion. Sur ces espaces conformément à la stratégie pour les actions de police du Parc national de la Guadeloupe définie en 2010, les missions de police seront principalement tournées vers les sujets suivants : chasse, déchets, pollution des eaux et travaux sans autorisation (notamment sur les terrains du Conservatoire du littoral situés sur le territoire des communes signataires) ;
- En lien avec le chargé de mission « pédagogie » (service communication), réalisation des actions pédagogiques liées aux milieux ou aux problématiques de l'aire d'adhésion (traitements des eaux, déchets, impact des activités humaines...) ;


Parc national de la Guadeloupe
Montéran • 97120 Saint-Claude
Tél. +590 590 41 55 55 • Fax +590 590 41 55 56
www.guadeloupe-parcnational.fr • contact@guadeloupe-parcnational.fr

- Instruction et Suivi des dossiers de l'appel à projets pour l'environnement ;
- Pilotage et suivi de la mise en œuvre des actions de soutien aux opérateurs économiques : appui aux filières agricoles, Esprit Parc qui se substitue à la marque de confiance, CETD... ;
- Pilotage ou animation des actions partenariales en faveur du développement durable, le cas échéant avec l'appui d'un des 2 autres pôles ou d'un service support : opérations de réhabilitation de sites, aménagement de sites d'accueil du public, manifestations de sensibilisation à l'environnement... ;
- Animation du conseil économique, social et culturel (CESC) ;
- Instruction des demandes d'autorisation ou avis portant sur l'aire d'adhésion en lien avec le service patrimoine et le conseil scientifique selon les besoins d'expertise ;
- A titre accessoire, participation aux actions des 2 autres pôles en fonction des compétences requises.

Le chef de pôle est en charge de l'encadrement d'une équipe de 11 agents répartis sur 2 sites (Saint-Claude, Baie-Mahault) composé de chargés de mission thématiques, de techniciens de développement durable ou spécialisés et de gardes-moniteurs. Il est assisté dans ses fonctions d'un adjoint issu du corps d'État des techniciens de l'environnement.

Le poste intègre également les missions administratives liées au fonctionnement du pôle : contrats d'objectifs (COB) de l'Établissement, élaboration et gestion du budget alloué, gestion de proximité des agents (entretiens d'évaluation, évaluation des besoins de formation...).

Ce poste est susceptible d'évoluer dans le cadre de la future réorganisation de l'établissement.

**CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le poste est basé au siège du Parc national de la Guadeloupe à Saint-Claude.
Le Chef de Pôle dispose des moyens informatiques et techniques nécessaires à l'exercice de sa mission.

**COMPÉTENCES REQUISES**

| SAVOIR | SAVOIR-FAIRE | SAVOIR ÊTRE |
|---|---|---|
| – Connaissance générale en matière environnementale et de gestion des espaces naturels (double compétence en sciences du vivant et sciences humaines et sociales)<br>– Bonne connaissance des systèmes d'action concret relatifs aux filières qui structurent les territoires ruraux locaux | – Compétences managériales<br>– Expérience en matière d'animation territoriale et de travail avec les acteurs du territoires, et notamment les élus mais également avec les acteurs de différentes filières<br>– Coopération Caraïbe sur des thématiques communes<br>– Maîtrise des outils de bureautique classiques (Open Office) | – Aptitude au travail en équipe<br>– Qualités relationnelles<br>– Aisance rédactionnelle<br>– Disponibilité<br>– Culture créole vu l'important investissement avec les populations locales de l'aire d'adhésion principalement rurale |

| | | |
|---|---|---|
| – Expérience ou connaissances en matière de police de l'environnement<br>– Compétences en matière de gestion administrative<br>– Bonne connaissance de la culture locale ainsi que de la Caraïbe<br>– Langues étrangères : anglais, espagnol<br>– Pratique du créole | – Capacité à communiquer en anglais et espagnol dans le champ professionnel, par orale et par écrit (relations caribéennes) | – Capacité à travailler dans les espaces multiculturelles |

**MODALITÉS DE CANDIDATURE**

Lettre de motivation et curriculum vitae à envoyer par voie postale ou par mail **avant le 28 décembre 2018** à :

Monsieur le Directeur
Parc national de la Guadeloupe
Montéran 97120 SAINT-CLAUDE

Date de prise de poste : **1er mars 2019 impérativement.**

Présélection sur dossier suivi d'un entretien avec un jury en direct ou par visioconférence.

**NOTA** : Les fonctionnaires candidats doivent s'assurer de l'accord de principe de leur administration sur le mode de recrutement par contrat de détachement, ainsi que sur la date de prise de poste, avant d'envoyer leur candidature. La durée du contrat est de 3 ans maximum.

**MODE DE SÉLECTION**

Les candidats retenus sur la base du dossier de candidature seront convoqués par courrier ou par voie électronique devant un jury.
A l'issu, un classement sera établi et chaque candidat sera informé de son positionnement.

**CONTACTS**

Monsieur Maurice ANSELME, Directeur
maurice.anselme@guadeloupe-parcnational.fr

Madame Mylène MUSQUET, Directrice-adjointe – Tél. : 0590 41 55 41
mylene.musquet@guadeloupe-parcnational.fr

Copie des candidatures au Service des Ressources Humaines :
agents.rh@guadeloupe-parcnational.fr

Parc national de la Guadeloupe

# FICHE DE POSTE

| INTITULE du POSTE |
|---|
| **CHEF DU SERVICE COMMUNICATION** |

| CATÉGORIE | SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE DIRECT | STATUT |
|---|---|---|
| A | ANSELME Maurice – Directeur | Fonctionnaire ou contractuel |
| | RÉFÉRENTIEL DE MÉTIER<br>Chargé de mission communication / chargé des relations publiques et de la presse | CORPS<br>Administratif |

| LOCALISATION | RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE |
|---|---|
| Siège | Saint-Claude |

## DÉFINITION SYNTHÉTIQUE

Le chef du service communication est responsable de la définition et de la mise en œuvre de la politique de communication de l'établissement.

## ACTIVITÉS PRINCIPALES

Le chef du service communication est responsable du pilotage et de l'encadrement de l'équipe (3 agents pour l'instant) pour l'ensemble des missions du service :

- la définition et la mise en œuvre de la politique de communication de l'établissement à destination du grand public ;
- la représentation de l'établissement auprès des médias et acteurs de la communication ;
- la conception et la réalisation des outils de communication et travaux de PAO, en lien étroit avec les pôles pour l'expression des besoins ;
- la garantie de la cohérence des messages et discours portés par les différentes unités de l'établissement, notamment sur les dossiers majeurs, ainsi que de l'image du parc ;
- la garantie de la bonne application de la charte graphique des Parcs nationaux de France dans la mise en forme des supports de communication de l'établissement ;
- l'organisation et appui matériel des manifestations à caractère transversal (commune, association, colloques, salon, expositions…) avec appui des pôles ou services concernés ;
- le pilotage des actions pédagogiques de l'établissement et le suivi des relations avec le rectorat ;
- l'instruction des demandes d'autorisation de prise de vue en cœur de parc ;
- la gestion des ressources documentaires de l'établissement : documents papier, images (médiathèque, photothèques en relation avec les services) ;


Parc national de la Guadeloupe
Montéran • 97120 Saint-Claude
Tél. +590 590 41 55 55 • Fax +590 590 41 55 56
www.guadeloupe-parcnational.fr • contact@guadeloupe-parcnational.fr

- le bon fonctionnement de la communication interne, notamment par la mise en œuvre d'outils de nature à faciliter la cohésion sociale au sein de l'établissement ;
- la gestion et l'animation des sites internet et intranet de l'établissement ;
- la présence de l'établissement sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter…) ;
- la réalisation du rapport d'activités de l'Établissement et autres rapports relatifs aux actions de la communication de l'Établissement.

Le poste intègre également les missions administratives liées au fonctionnement du service : élaboration et gestion du budget alloué, gestion de proximité des agents (entretiens d'évaluation, évaluation des besoins de formation...).

Ce poste est susceptible d'évoluer dans le cadre de la future réorganisation de l'établissement.

**CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le poste est basé au siège du Parc national à Saint-Claude.
L'agent dispose des moyens informatiques et techniques nécessaires à sa mission.

**COMPÉTENCES REQUISES**

| SAVOIR | SAVOIR-FAIRE | SAVOIR ÊTRE |
|---|---|---|
| – Compétence en matière de communcation institutionnelle et grand public<br>– Connaissance générale en matière environnementale et de gestion des espaces naturels<br>– Compétences en matière de gestion administrative<br>– Bonne connaissance de la culture locale ainsi que de la Caraïbe<br>– Langues étrangères : anglais, espagnol<br>– Pratique du créole | – Expérience de l'organisation de manifestations<br>– Expérience des relations avec les médias<br>– Maîtrise des outils de bureautique classiques (Open Office)<br>– Compétences managériales | – Aptitude au travail en équipe<br>– Très bonnes qualités relationnelles<br>– Aisance rédactionnelle<br>– Disponibilité<br>– Prise de parole en public |

**MODALITÉS DE CANDIDATURE**

Lettre de motivation et curriculum vitae à envoyer par voie postale ou par mail **avant le 28 décembre 2018** à :

Monsieur le Directeur
Parc national de la Guadeloupe
Montéran 97120 SAINT-CLAUDE

Date de prise de poste : **1er février 2019 impérativement.**

Présélection sur dossier suivi d'un entretien avec un jury en direct ou par visioconférence.

**NOTA** : Les fonctionnaires candidats doivent s'assurer de l'accord de principe de leur administration sur le mode de recrutement par contrat de détachement, ainsi que sur la date de prise de poste, avant d'envoyer leur candidature. La durée du contrat est de 3 ans maximum.

## MODE DE SÉLECTION

Les candidats retenus sur la base du dossier de candidature seront convoqués par courrier ou par voie électronique devant un jury.
A l'issu, un classement sera établi et chaque candidat sera informé de son positionnement.

## CONTACTS

Monsieur Maurice ANSELME, Directeur
maurice.anselme@guadeloupe-parcnational.fr

Madame Mylène MUSQUET, Directrice-adjointe – Tél. : 0590 41 55 41
mylene.musquet@guadeloupe-parcnational.fr

Copie des candidatures au Service des Ressources Humaines :
agents.rh@guadeloupe-parcnational.fr